

Les gouvernements et les secrétariats internationaux sont si préoccupés de la crise, mieux, des nombreuses crises actuelles, qu'ils ont rarement le temps ou la patience d'axer leur analyse sur l'avenir. De plus, l'idée que les peuples de la terre pourraient fonder leurs relations sans s'en rapporter à leurs États-nations, ou encore l'idée de transformer les Nations Unies de sorte qu'elles fonctionnent sur une toute autre base que le principe d'une nation, un vote, semble impossible à la génération actuelle. Mais n'oublions pas que la décolonisation, au cours des années 50 et 60, a provoqué un renversement soudain de la croyance bien ancrée et générale selon laquelle il faudrait des générations avant d'arriver à de tels changements.

Nous avons vu l'an dernier que les Nations Unies sont capables d'adopter certaines mesures essentielles pour se réformer elles-mêmes sur les plans administratif et budgétaire. Sont-elles capables, et nous, ses membres, de transformer l'organisation afin qu'elle serve mieux les besoins de la ville globale du siècle prochain? Je ne crois pas un seul instant que notre système actuel est, à l'instar de son prédécesseur, la société des nations, voué à devenir progressivement désuète. Mais il y a certainement possibilité et nécessité de changement. Il devrait appartenir aux sociétés nationales, telles que celles qui composent la présente Fédération mondiale, d'examiner ces questions et de proposer de nouveaux moyens d'améliorer l'organisation au maintien de laquelle nous consacrons nos efforts et de laquelle dépend le bien-être futur de l'humanité.